



Appel du Comité national fédéral des 15 et 16 mai 2025

Le 5 juin, mobilisons-nous pour exiger l'abrogation de la réforme des retraites, 64 ans c'est NON !

L'État accuse les caisses de retraite dont notre CNRACL d'être déficitaires pour justifier ces attaques. Et Macron qui consacre un budget de 413 milliards pour l'économie de guerre, ose affirmer qu'il n'y a pas d'argent pour résoudre le déficit des caisses de retraite. Si les caisses de retraite et le régime général vont mal - et l'ampleur de ce mal reste à démontrer ! - c'est en raison des politiques d'austérité salariale menées depuis des décennies.

Le revenu disponible des fonctionnaires a chuté de plus de 25% depuis 2000 et dans le même temps les retraité-es sont confronté-es à une précarité croissante. Près d'un tiers d'entre eux et elles vivent avec une pension inférieure à 1 200 euros par mois.

Les femmes retraitées, en particulier, subissent des inégalités encore plus criantes, en raison de carrières hachées, de temps partiels subis ou de bas salaires. Leurs pensions sont souvent bien inférieures à celles des hommes. Dans la Fonction publique territoriale, la pension moyenne est de 1 263 euros mensuels. 50 % des retraité-es sont en dessous de 1 250 euros mensuels et 30 % sont au minimum garanti, dont beaucoup de femmes.

La solution trouvée par Macron, c'est nous faire travailler deux ans de plus, c'est-à-dire nous voler deux ans de retraite ! Nous avons refusé ce hold-up il y a deux ans et nous continuons de le refuser !

Dans les territoires, la colère gronde et s'exprime par les syndicats avec les agents et les agentes au travers de multiples actions, par la grève, par les rassemblements... démontrant ainsi que les revendications locales rejoignent celles nationales et sont celles de toutes et tous les territoriaux. Toutes ces luttes locales, dont certaines arrachent des résultats, des victoires, nourrissent nos mobilisations nationales.

Dans ce contexte, l'heure est bien à la poursuite et l'amplification de la mobilisation !

C'est pourquoi nous appelons à faire du 5 juin une grande journée de grève et de mobilisation, en réaffirmant les revendications suivantes :

- Abrogation de la loi portant contre-réforme des régimes de retraite.
- Retour à la retraite à taux plein dès 60 ans.
- L'effectivité de l'égalité salariale, femmes /hommes « à travail égal, salaire égal ».
- Revalorisation de toutes les pensions à hauteur de l'inflation 2024.
- Renforcer les moyens de la CNRACL et du Fonds d'Action Sociale.
- Relèvement du MICO et du MIGA (petites pensions) de 300 euros par mois.
- L'augmentation des salaires et des pensions, et l'augmentation de la valeur du point d'indice de rémunération des fonctionnaires à 6 euros en 2025.

- Accès aux services publics et exigence de leur financement.
- La suppression du jour de carence pour toutes et tous et de la mesure baissant de 10 % le taux de remplacement du traitement de base pendant les arrêts de maladie ordinaire.
- L'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique.

La Fédération CGT des services publics dépose un préavis de grève pour la journée interprofessionnelle du 5 juin 2025, appelle ses syndicats et leurs CSD à poser leurs propres préavis pour renforcer le débat avec les collègues et affirmer le lien entre nos revendications locales et nationales.

En parallèle la Fédération CGT des services publics prépare les Etats Généraux des Services Publics Territoriaux, structurés par la construction de cahiers d'expression et de revendications à mettre à la disposition des syndiqués et des agents. Dans ce cadre, nous établirons le lien entre nos revendications et les besoins des usagers, entre nos revendications et la qualité des services publics.

Compte tenu de l'extrême gravité de la situation en Palestine, la Fédération des services publics, adhérente du mouvement BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) considère qu'il n'y a qu'un moyen aujourd'hui pour arrêter le massacre. Des voix s'expriment au plus haut sommet de l'Etat pour dire que « tout cela doit s'arrêter ». Cela ne suffit pas. Pour que les mots ne cachent pas une indignation de façade, pour que tout cela s'arrête, il faut aujourd'hui, exiger la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens et sans plus attendre, décréter la suspension immédiate de tous les accords commerciaux, culturels avec l'État israélien, ainsi que stopper et bloquer les livraisons d'armes !

Sur le terrain des libertés démocratiques, la Fédération CGT des Services publics exige la libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah, plus vieux prisonnier politique d'Europe, ainsi que des prisonniers politiques Kanaks, dont Christian Téin, secrétaire général du FLNKS, détenus arbitrairement en France et sans jugement à plus de 17 000 kilomètres de chez eux.

Montreuil, le 16 mai 2025